

Service Environnement
22 Avenue Doyen Louis Weil
38028 Grenoble cedex 1

Grenoble, le 09/02/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/10/2022

Contexte et constats

Publié sur

GÉORISQUES

LE DOMAINE DES FAUVES

567, RN 75

FITILIEU

38490 LES ABRETS EN DAUPHINE

Références : DDPP38 2022 05374
Code AIOT : 0053800195

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/10/2022 dans l'établissement LE DOMAINE DES FAUVES implanté RN 75 FITILIEU 38490 LES ABRETS EN DAUPHINE. L'inspection a été annoncée le 06/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LE DOMAINE DES FAUVES
- RN 75 - FITILIEU 38490 LES ABRETS EN DAUPHINE
- Code AIOT : 0053800195
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Situé près de Lyon, Grenoble et Chambéry, ce parc animalier est ouvert depuis 1968 et s'oriente aujourd'hui vers une collection de mammifères et d'oiseaux prédateurs.

Cet établissement possède un arrêté préfectoral n°2011-151-0068 du 31 mai 2011 d'autorisation d'exploiter au titre des ICPE un parc zoologique d'espèces non domestiques à vocation pédagogique ouvert au public scolaire et au grand public. D'autre part il fonctionne sous la responsabilité d'un capacitaire et dispose d'un arrêté préfectoral d'autorisation d'ouverture n°DDPP-SPAE-20190315AO-DDF du 15 mars 2019 au titre de la faune sauvage captive.

L'exploitant avait informé le service environnement d'un accident survenu le 4 septembre dernier pour une soigneuse mordue par un félin. Le message d'annonce de la visite d'inspection ICPE initialement transmis le 6 septembre 2022, a ainsi été complété le 9 septembre 2022, par un point sur les mesures sécuritaires suite à cet accident. En outre, une inspection de l'inspecteur en charge de la faune sauvage captive à la DDPP avait été diligenté dès le lendemain de cet incident.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Fonctionnement et risque accidentel

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Formation du personnel	Arrêté Préfectoral du 31/05/2011, article 5	/	Lettre de suite préfectorale	60 jours
4	Prévention des accidents	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 6	/	Lettre de suite préfectorale	60 jours
7	Epannage	Arrêté Préfectoral du 31/05/2011, article 66-2	/	Lettre de suite préfectorale	60 jours
10	Gestion des eaux usées	Arrêté Préfectoral du 31/05/2011, article 71	/	Lettre de suite préfectorale	60 jours
11	Retention	Arrêté Préfectoral du 31/05/2011, article 73	/	Lettre de suite préfectorale	60 jours
12	Registre de suivi déchets	Arrêté Préfectoral du 31/05/2011, article 77.6	/	Lettre de suite préfectorale	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Implantation	Arrêté Préfectoral du 06/09/2022	/	Sans objet
2	Effectif présent	Arrêté Ministériel du 25/03/2004	/	Sans objet
5	Intervention du personnel	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 24	/	Sans objet
6	Stockage effluents	Arrêté Préfectoral du 31/05/2011, article 66-1	/	Sans objet
8	Prélèvement au réseau	Arrêté Préfectoral du 31/05/2011, article 69	/	Sans objet
9	Eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 31/05/2011, article 70	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

- Finir les modifications d'ouverture des portes pour l'ensemble des enclos ou tout autre système assurant la sécurité du personnel .
- S'informer du débit des poteaux d'incendie publics vers la collectivité.
- Mettre en place un suivi de formation régulière pour le fonctionnement du parc (électrique..).
- Mettre en place une convention d'épandage.
- Mettre en place une convention de déversement d'eaux usées et un suivi d'analytique.
- Installer un bac de rétention sous les produits de nettoyage.
- Mettre en place un registre de suivi des déchets.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Implantation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/05/2011

Thème(s) : Situation administrative, SITE

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet

Prescription contrôlée :

Les limites des établissements sont matérialisées par une enceinte extérieure, différente des enclos, faisant obstacle au passage des personnes et des animaux et dont les caractéristiques doivent permettre de prévenir les perturbations causées aux animaux par des personnes se trouvant à l'extérieur de l'établissement et garantir la sécurité des personnes.

Toutefois l'enceinte extérieure peut ne pas être différente de celles des enclos, notamment dans le cas des enclos d'une surface supérieure à deux hectares, sises caractéristiques lui permettent de prévenir les évasions des animaux hébergés, les pénétrations non contrôlées de personnes ou d'animaux étrangers à l'établissement , les perturbations des animaux du fait de personnes se trouvant de l'établissement et qu'elles garantissent la sécurité des personnes.

La hauteur de cette enceinte est au minimum de 1, 80 mètre.

L'exigence d'une enceinte extérieure ne s'applique pas aux établissements où les présentations d'animaux au public s'effectuent à l'intérieur de bâtiments clos, tels les aquariums ou les vivariums.

Constats : Le site comprenant 70 espèces est en grande partie rénové avec de nouveaux grillages. La hauteur est conforme. Les animaux ont la possibilité de se cacher du regard des visiteurs avec les végétaux. Un tour d'astreinte est assuré le week-end. Une surveillance vidéo est assurée en permanence.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Effectif présent

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004
Thème(s) : Autre, Effectif
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'effectif du personnel des établissements est en permanence suffisant pour permettre la mise en oeuvre des dispositions du présent arrêté. Le personnel doit disposer d'une formation ou d'une expérience suffisante à la mise en oeuvre des tâches qui lui sont confiées. Les établissements s'attachent les services de toutes personnes ou organisations extérieures dont le concours est nécessaire au respect en permanence des dispositions fixées par le présent arrêté.
Constats : Le parc emploie 12 salariés avec une ancienneté de 10 ans à 1 mois. Une formation interne est assurée pour la gestion du parc. Les nouveaux venus s'imprègnent du fonctionnement du parc dès leur arrivée avec un tuilage. La formation des soigneurs est évaluée régulièrement et donne lieu à une validation croissante de leurs compétences définie sur 3 niveaux de connaissances et d'aptitude aux soins à prodiguer aux animaux à atteindre pour s'assurer d'effectuer l'ensemble des tâches quotidiennes aux animaux. La personne de maintenance a une habilitation à la maintenance électrique. Le personnel a une formation incendie de base lors de son embauche. Aucun exercice est effectué.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/05/2011, article 5
Thème(s) : Autre, formation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Par le terme du personnel, il faut prendre en compte l'ensemble des personnes intervenant sur l'exploitation, salariés ou non, et y compris l'exploitant. L'exploitant doit définir par écrit et mettre en oeuvre des mesures d'information ainsi qu'un programme de formation du personnel de l'exploitation. Le personnel de l'exploitation doit être familiarisé avec les systèmes de production et être correctement formé pour réaliser les tâches dont il est responsable. Il doit être capable de mettre en rapport ces tâches et responsabilités avec le travail et les responsabilités du reste du personnel. Son niveau de qualification doit garantir une bonne compréhension des impacts de ses actes sur l'environnement et des conséquences de tout mauvais fonctionnement ou toute défaillance des équipements. L'exploitant propose au personnel qui en a besoin une formation supplémentaire ou remise à niveau régulière si nécessaire, en particulier à l'occasion de l'introduction de pratiques de travail ou d'équipements nouveaux ou modifiés. La mise en place d'un suivi de formation est nécessaire pour fournir une base de révision et une évaluation régulière des connaissances et des compétences de chaque personne.
Constats : Absence de formation sur la maintenance des installations pour l'exploitation du parc. Un programme de formation doit être formalisé par écrit pour définir les besoins du personnel technique à obtenir ou à conserver leur compétence. L'exploitant a découvert la formation obligatoire pour certaines réparations. (ex : électricité ou l'employé a appris à l'exploitant qu'il avait une habilitation valide pour assurer certaines réparations électriques)
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 60 jours

N° 4 : Prévention des accidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 6

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, la construction et l'exploitation de l'établissement pour prévenir et réduire les risques d'accidents.

Pour les établissements relevant de la rubrique 2140 de la nomenclature des installations classées, l'étude d'impact et l'étude des dangers prévues à l'article R512-6 du code de l'environnement doivent inclure une analyse portant sur les risques pour la sécurité et santé des personnes (personnels et visiteurs) du fait, notamment, des animaux d'espèces considérés comme dangereuses et des activités qui s'y rapportent.

Les caractéristiques des installations et du fonctionnement des établissements ainsi que les modalités de leur surveillance doivent être définies de manière à permettre la prévention de tels risques.

Constats :

Un certain nombre de travaux de construction de nouveaux bâtiments et rénovation d'enclos sont en cours :

- Jaguar : rénovation des installations intérieures et mise à jour du niveau de sécurité «anti-étourdi »,,
- Mise en place d'une lucarne sur la porte extérieure des ocelots,
- Mise en place des passe-viande sur les lions tigres panthères, lynx, puma, hyènes, (jaguar à venir)
- Projet de rénovation sur plusieurs zones (entrée et accueil du public pour 2023 avec la libération de l'enclos des primates suite à leur départ fin 2022, lions panthères à partir de 2024).

Récupération de l'eau de pluie sur les nouveaux bâtiments dans une citerne de 4000m³ pour l'usage des sanitaires pour économiser l'eau potable.

Les installations électriques sont contrôlées. Le rapport électrique du 6 octobre 2022 montre 13 observations et 0 anomalie récurrente.

Deux poteaux incendie sont installés près du parc dont le débit n'est pas précisé. 25 extincteurs sont disposés sur le parc. Ils ont été contrôlés le 22 mai 2022.

Observations : Un accident d'une soigneuse le 4 septembre 2022 avec un petit félin a remis en cause la manière d'accéder aux abris et enclos. L'exploitant a modifié une partie de ses installations obligeant les soigneurs à vérifier la présence du félin dans l'enceinte ou pas avant d'activer l'ouverture. Cependant le système ou tout autre moyen n'a pas encore été installé dans tous les enclos (ocelot, chat leopard...).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 60 jours

N° 5 : Intervention du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 24
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Des procédures écrites fixent les conditions d'intervention du personnel participant à l'entretien des animaux d'espèces considérées comme dangereuses.
Constats : Des procédures existent. Elles sont affichées dans les sas d'entrée dans les parcs.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : stockage effluents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/05/2011, article 66-1
Thème(s) : Risques accidentels, Stockages
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une aire cimentée permet le stockage des fumiers. Elle est munie d'une fosse étanche pour la récupération des jus sauf dans le cas de fumière couverte ou de fumier compact pailleux. Cette aire est dégagée aussi souvent que nécessaire, sans préjudice des dispositions réglementaires relatives aux conditions d'épandage des fumiers. Cette aire de stockage peut être remplacée par des bacs étanches munis d'un couvercle de capacité suffisante. Les ouvrages de stockage des effluents sont dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel. Le stockage d'effluent en dehors des lieux autorisés est interdit.
Constats : Les déjections des animaux sont stockées et évacuées régulièrement dans une poubelle à destination d'un agriculteur qui assure l'épandage. La quantité est faible.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Epandage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/05/2011, article 66-2
Thème(s) : Risques accidentels, Epandage et traitement des effluents d'élevage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Si les fumiers sont destinés à être épandus sur des terrains agricoles, leur maturation est suffisante pour prévenir les risques visés à l'article 65 du présent arrêté. Un contrat écrit et cosigné entre le producteur (parc zoologique) et chaque repreneur précise les conditions de transfert ainsi que l'engagement du repreneur à respecter les bonnes pratiques agricoles pour les opérations de stockage et d'épandage. Chaque transfert fera l'objet d'un enregistrement mentionnant : les dates de transfert et d'épandage, la quantité par type d'effluent, la quantité équivalente en azote et les parcelles réceptrices. Ce document d'enregistrement est cosigné par les différentes parties au moins en fin de chaque campagne d'épandage.
Constats : Le fumier est transporté vers un agriculteur qui l'épand sur ses parcelles depuis des dizaines d'années sans contrat écrit.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 60 jours

N° 8 : Prélèvement au réseau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/05/2011, article 69
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement et consommation d'eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'eau provient exclusivement du réseau public sur lequel est installé un compteur d'eau volumétrique. Un relevé de la consommation d'eau est réalisé mensuellement et enregistré sur un registre.
Constats : L'eau provient du réseau public du syndicat des eaux des Adrets pour une consommation de 120L/j environ . (Compteur 78-72/6 et (521-480/41). Les factures sont présentes.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/05/2011, article 70
Thème(s) : Risques accidentels, Gestion eaux pluviales
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales non polluées sont séparées des eaux résiduelles et des effluents d'élevage et peuvent être évacuées vers le milieu naturel ou vers un réseau particulier. Les eaux de pluie provenant des toitures ne sont en aucun cas mélangées aux effluents d'élevage, ni rejetées sur les aires d'exercice. Lorsque ce risque existe, elles sont collectées par une gouttière ou tout autre dispositif équivalent. Elles sont alors évacuées vers le milieu naturel.
Constats : Une cuve de 4000m ³ récupère l'eau de pluie pour les sanitaires dans les nouveaux bâtiments.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Gestion des eaux usées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/05/2011, article 71
Thème(s) : Risques accidentels, Eaux usées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Toutes les eaux résiduelles issues des bâtiments d'élevage des animaux et de leurs annexes (cuisines, infirmerie,...) sont collectées par un réseau d'égout étanche et acheminées vers des installations d'assainissement. Exception faite pour les locaux de petites surfaces, non raccordés au réseau d'approvisionnement en eaux, pour lesquels sont employés des produits de nettoyage et désinfection biodégradables. Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.
Constats : Relié à la STEP communale. Aucune convention n'a été présentée, ni d'analyse.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 60 jours

N° 11 : Rétention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/05/2011, article 73
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Des dispositions sont prises pour qu'il ne puisse pas y avoir, en cas d'accident, déversement de matières dangereuses dans les égouts publics ou le milieu naturel. Les produits de nettoyage, de désinfection, de traitement, le fuel et les produits dangereux sont stockés dans des conditions propres à éviter tout déversement accidentel dans le milieu naturel et tout risque pour la sécurité et la santé des populations avoisinantes et pour la protection de l'environnement.
Constats : Peu de produit inflammable ou nocif sont présents cependant mettre un bac de rétention sous les produits de nettoyage. Les installations froid contiennent 1,6kgs de R134A et le registre ne présente pas de fuite depuis leur installation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 30 jours

N° 12 : Registre de suivi déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/05/2011, article 77.6
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets et sous produits animaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un registre du suivi des déchets produits par l'exploitation (identification, quantité, filière de traitement, entreprise de traitement...)
Constats : Registre à mettre en place. Evacuation vers les bacs de la commune ou déchetterie.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 60 jours

